

CORONAVIRUS : LE DÉCONFINEMENT



Édito

L'union nationale, ça existe déjà



Benoît Jacquemart
ÉDITORIALISTE

Ainsi que nous l'avons déjà souligné, la crise économique et sociale qui se profile risque d'être bien pire que la crise sanitaire qui nous empoisonne la vie depuis quelques mois. Pour y faire face, nous aurons besoin d'un gouvernement capable de surmonter toutes les difficultés, capable de tenir un cap pour notre pays, de le relancer et de le tourner vers l'avenir. Parce que l'orage sera terrible et qu'il laissera des traces profondes. Un gouvernement d'urgence, comme après la dernière guerre, quand le pays était en ruines et qu'il fallait tout reconstruire. Nous ne vivons pas demain sur un champ de ruines, mais les dégâts pour l'économie n'en seront pas moins considérables. Dans ce contexte, retourner aux urnes serait une perte de ce temps que nous n'avons pas et constituerait le risque de paralyser un peu plus l'action politique. Ce serait dommageable pour tout le monde, même pour la Flandre, au cas où celle-ci serait tentée de se dire qu'après tout, elle pourrait très bien surmonter la crise en laissant le reste du pays sur le côté. Or, avec quelques aménagements, un gouvernement d'union nationale pour faire face à une crise majeure, ça existe déjà. Le modèle du CNS (Conseil national de sécurité), qui rassemble le gouvernement fédéral soutenu par dix partis, les régions et communautés, unis dans un but commun, qui arrive à faire s'entendre PS et N-VA... Le voilà sans doute, le modèle, il est là, sous nos yeux. S'il n'est pas transposable tel quel pour former un vrai gouvernement, c'est à tout le moins une piste à creuser sérieusement.

DÉCONFINEMENT

Les pays du Sud (Italie, Grèce, Espagne...), en panne de touristes, mettent la pression sur les autres pays d'Europe pour une ouverture des frontières, en annonçant eux-mêmes leur propre date d'ouverture. La Belgique va aussi bientôt annoncer l'ouverture de ses frontières. Après de premiers contacts pris avec les pays frontaliers, notre ministre des Affaires étrangères Philippe Goffin évoque un « espoir conditionné ».

L'Italie rouvre ses frontières le 3 juin, l'Espagne le 1^{er} juillet et les vols pour la Grèce reprennent le 1^{er} juillet également. Quid des Belges dans tout cela ? Resteront-ils coincés dans leur pays alors que les frontières au sein même de l'espace Schengen sont en train, dans les annonces du moins, de tomber les unes après les autres ? Actuellement, les voyages à l'étranger restent interdits pour les Belges (sauf les voyages dits essentiels). « Le Conseil national de sécurité décidera cela le 3

juin prochain, après avoir pris l'avis du groupe d'experts et après m'avoir entendu », répond Philippe Goffin, ministre des Affaires étrangères. « Après avoir pris contact avec les pays frontaliers, je consulte cette semaine les pays du Sud : la Grèce, la Croatie, l'Italie, le

Le ministre Philippe Goffin veut nous donner de l'espoir... Mais « un espoir conditionné »

Portugal et l'Espagne. À chaque fois, je demande à mon homologue la situation épidémiologique dans son pays et la situation du déconfinement. L'idée est de rouvrir les frontières avec les pays qui ont une situation similaire à la nôtre. J'entends par là une même courbe de l'épidémie et des mesures

plus ou moins similaires de protection (masques, distanciation...). On ne voudrait pas qu'un Belge, de retour de vacances, ramène le coronavirus chez nous parce qu'il aurait pris moins de précautions à l'étranger ».

« UN NON-SENS D'INTERDIRE »

Mais avec ça, M. Goffin ne nous donne toujours pas de date pour l'ouverture de nos frontières ! « Car ce sera au CNS à le dire, pas à moi. »

Quid du 15 juin, présenté par son homologue italien Luigi Di Maio, comme le D-Day du tourisme européen, comme le jour où tous les Européens pourraient à nouveau circuler, est-ce une date qui conviendrait à la Belgique ? « Cette date avait été recommandée par la commission européenne », répond M. Goffin. « Mais c'était une recommandation, chaque pays reste souverain. Mais je vois comme vous que les uns et les autres annoncent des dates, dans une four-

chette d'une quinzaine de jours, jusqu'au 15 juin. Un mouvement s'est enclenché. Ce serait un non-sens d'interdire aux Belges de voyager dans un



© Belga

pays où la situation est identique à la nôtre. »

De même, toujours selon M. Goffin, il n'est pas impossible que des régions d'Europe restent interdites d'accès, parce que la crise y est encore trop importante. Malgré son souhait d'adopter une politique unifiée, le ministre ne voudrait pas que « quelques situations

déliçates » (en bon diplomate, il ne le cite pas, Ndlr) pénalisent tout le reste de l'Europe. Enfin, il dit être attentif aux demandes de régions frontalières pour visiter de la famille de l'autre côté de la frontière. Il évoque « un espoir conditionné ».

Une des options évoquée est d'autoriser les voyages en deux temps : voyages familiaux uniquement ? dans les pays limitrophes, d'abord (le 8 juin) et ensuite, tout type de voyage, dans les autres pays d'Europe (le 15 juin ou plus tard). Philippe Goffin ne se prononce pas sur ce timing.

On imagine mal, en tout cas, autoriser les Belges à aller boire un verre à Maasticht ou fréquenter une plage en France, alors qu'ils ne sont pas encore autorisés à le faire dans leur propre pays ! Mais le 8 juin, tout cela va bouger très vite !

FRANÇOISE DE HALLEUX

OUVRIR LES FRONTIÈRES D'ABORD AVEC NOS VOISINS

Ce serait une option pour la Belgique (le 8 juin). L'Italie, elle, plaide pour un D-Day du tourisme européen le 15 juin



ÉLECTIONS, 1 AN APRÈS...



La Prem
verture d
quel tim